

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : on agit ensemble !

Organiser une semaine internationale d'actions, commune aux organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, était un des engagements pris lors de la réunion tenue en juin à Sao Paulo. Des affiches et un tract ont été réalisés.

Il ne s'agit pas de décréter une « journée mondiale » qui, dans les faits, n'aurait aucune réalité pour les travailleurs et les travailleuses dans la majorité de nos pays. Nous voulons prendre en compte nos diversités, être présents dans les luttes sociales existantes, et à travers celles-ci faire connaître nos propositions, nos revendications, le type de syndicalisme que nous défendons.

En France, nous pouvons utiliser affichette et tract du Réseau syndical international à l'occasion des grèves, rassemblements et manifestations du 8 octobre : dans le matériel préparant cette journée, en le diffusant aux manifestant-es le jour-même...

Octobre 2015 : semaine de mobilisations et de luttes internationales. Contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. Nous ne paierons pas la crise !

www.laboursolidarity.org



International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red sindical internacional de solidariedad y de luchas
Rede sindacale internazionale di solidarietà e di lotta
www.laboursolidarity.org

Appel international
d'organisation
d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

Octobre 2015 : semaine de mobilisations et de luttes internationales. Contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. Nous ne paierons pas la crise !

La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'accroissent. La crise globale du capitalisme montre l'impossibilité d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite par l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, le dérèglement du libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos services publics, nous devons nous organiser et nous battre. Nous ne paierons pas la crise !

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, où des millions de personnes quittent leur région d'origine pour survivre et ne cessent de mourir de faim. Elles sont immigrées.

Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques syndicales, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour les populations... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays ! Pour arriver à leurs fins, ils utilisent tous les moyens : criminalisation, procès, arrestations, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels, utilisation de leurs armes contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.

Burkina Faso : le mouvement syndical en première ligne !

L'Unité d'Action Syndicale (UAS) rassemble 6 confédérations syndicales et 17 syndicats autonomes. Elle est actuellement présidée par nos camarades secrétaires généraux de la CGT-B et du SYNATEB. Comme l'an dernier lors du mouvement qui aboutit notamment au départ de Compaoré, le mouvement syndical a été très actif lors de la tentative de coup d'état menée par le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). **Dès le 16 septembre, était lancé un appel à la grève générale sur l'ensemble du territoire.** La forte mobilisation des travailleurs et travailleuses de tous les secteurs d'activités, la forte résistance populaire menée principalement par les jeunes à travers les barrières dans les provinces et les barricades à travers toute la ville de Ouagadougou, ont surpris et mis en échec les putschistes.

La dissolution du RSP, prononcée par le conseil des ministres du 25 septembre 2015 a répondu à une revendication vieille d'une quinzaine d'années reprise par différentes organisations et que l'UAS avait soumise au gouvernement de la transition depuis novembre 2014. **L'UAS appelle à maintenir la mobilisation et continuer la lutte d'une part, contre l'impunité des crimes dont ceux commis par le RSP dans le passé et lors cours du coup d'état, d'autre part, pour une véritable démocratisation du pays et pour de meilleures conditions de vie et de travail.**



Marches européennes vers Bruxelles : c'est parti !



L'Union syndicale Solidaires a répondu à l'invitation des organisations espagnoles qui sont à l'origine de ces marches. Nous étions représentés à Cadix le 30 septembre. Ci-dessous des extraits de l'intervention faite à cette occasion :

[...] soutien de l'ensemble des organisations et des militantes et militants qui organisent l'accueil des Marches en France. Car ces marches sont internationales ! L'idée initiale provient de camarades de l'Etat espagnol et de vos expériences en matière de « Marches », de « Marées » et autres manifestations populaires de masse. Mais vous avez su y donner son indispensable caractère internationaliste. L'internationalisme de nos pratiques militantes et de nos luttes est nécessaire. Nécessaire, pour lutter contre le capitalisme qui mondialise la misère, l'exploitation, les discriminations, la répression... toutes les armes qu'il utilise pour maintenir le pouvoir d'une infime minorité sur les peuples.

Cette question du pouvoir, dans les entreprises et dans les communes, à la ville et dans les campagnes, est fondamentale. Elle est directement liée à la propriété des moyens de production et d'échanges. Nos luttes ne visent pas à changer celles et ceux qui sont au pouvoir pour que d'autres mettent en œuvre des politiques qui respectent le cadre du système actuel. Non, il faut une rupture nette ! Ya basta ! En cela, le rôle des mouvements sociaux est déterminant.

Nous marchons ensemble pour dire non à l'austérité, à la pauvreté, aux accords de libre échange comme le TAFTA, au racisme, à la corruption et exiger l'égalité, des droits économiques et sociaux fondés sur une solidarité sans frontières.



[...] **soutien à toutes celles et tous ceux qui sont victimes de la « ley Mordaza ».** Avec les autres organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, l'Union syndicale Solidaires a organisé plusieurs rassemblements devant l'ambassade et les consulats espagnols en France, pour protester contre cette loi. C'est encore une loi qui est faite pour servir les défenseurs de ce qu'ils appellent « l'ordre établi », cet ordre qui organise le désordre sur toute la planète ! Cet ordre qui, dans l'Etat espagnol, repose sur l'oubli, sur la négation de la mémoire ouvrière, sur des décennies de dictature.

[...] on ne peut pas parler d'austérité sans parler des femmes qui sont en sont particulièrement victimes. L'ordre établi s'est toujours appuyé sur le patriarcat et, encore une fois, vient remettre en cause le **droit des femmes à disposer librement de leur corps**. Restons mobilisé-es car la violence d'Etat accentue la violence de genre.

[...] rappeler que si ces Marches de 2015 s'inscrivent pleinement dans le temps présent et dans nos luttes d'aujourd'hui, elles représentent aussi une **continuité du mouvement social**. En 1997 déjà, des Marches européennes étaient organisées, « contre le chômage, la précarité et les exclusions ». Avec notamment des camarades de plusieurs organisations de l'Etat espagnol, l'Union syndicale Solidaires était déjà présente en 1997 au départ de la Marche qui, partie de Tanger, traversa ensuite l'Etat espagnol, avant de passer par la France et de rejoindre de nombreuses autres marches à Amsterdam. Avec les Marches de 2015, nous nous situons dans cette continuité historique, celle du combat pour l'émancipation et l'égalité.

Les organisations françaises qui soutiennent la Marche vous renouvellent tout leur soutien, et nous vous attendons à Toulouse, à Marseille, à Grenoble, à Paris, à Calais ou à Metz, partout où nous nous retrouverons pour vous accueillir ; et à Bruxelles dans deux semaines. Nous nous retrouverons dans nos combats futurs, plus forts et plus fortes grâce à l'expérience et à la réussite de ces Marches. Même si les temps sont difficiles, rappelons-nous qu'*el pueblo unido jamás será vencido*.

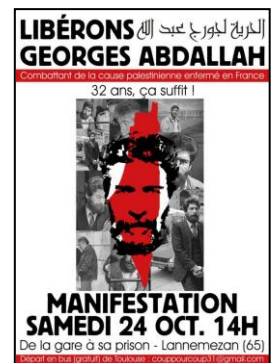
Bruxelles : mi-octobre, on bloque le Conseil européen !

Les chefs d'état européens se réunissent à Bruxelles, mi-octobre. Une coalition internationale qui rassemble des organisations associatives, syndicales et politiques organise plusieurs initiatives : des débats, des rassemblements, **l'encercllement du sommet du Conseil de l'Europe** (le 15), une **manifestation internationale** (le 17).

www.blockupy.org/fr www.altersummit.eu/?lang=fr

Manifestation pour la libération de G.I. Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais âgé de 64 ans, arrêté à Lyon le 24 octobre 1984, a été condamné à la réclusion à perpétuité pour des actions revendiquées par les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises. En 1978, il résista à l'invasion du Liban par Israël, il combattit aux côtés du Front Populaire de Libération de la Palestine. **Il est libérable depuis 1999. Son maintien en captivité est un choix politique de l'État français, appuyé par Israël et les États Unis.** Sa dernière demande de libération conditionnelle en 2014 a de nouveau été jugée irrecevable [...] Le 24 octobre 2015, jour où il rentrera dans sa 32ème année de détention, Solidaires et de nombreuses autres organisations appellent à une **manifestation nationale à Lannemezan, devant sa prison** ; d'autres actions seront organisées partout dans le monde.



Liberté de circulation ! Liberté d'installation ! No one is illegal !

Le Collectif Avec la révolution Syrienne, dont l'Union syndicale Solidaires est membre, a publié ce tract.

Depuis le mois de janvier, plus de 3000 réfugiés sont morts sur les chemins de l'exil, en essayant de rejoindre l'Europe. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, après avoir subi de multiples violences (guerre, bombardements, tortures,...), dans leur pays d'origine et lors de leurs parcours migratoires chaotiques, se heurtent aux "murs" des législations et dispositifs de l'Union Européenne : règlement de Dublin, agence de surveillance et de contrôle des frontières (Frontex)...

À ces dispositifs, auxquels participent les gouvernements français et allemand, s'ajoutent des dispositifs des États nationaux. Ainsi en France, l'actuel gouvernement a laissé en place les politiques restrictives en matière d'accueil et de droit d'asile prises précédemment (notamment par Sarkozy). De plus, de nouveaux textes (loi sur l'asile, loi sur le droit des étrangers), sous couvert d'apporter des améliorations en matière de séjour, perpétuent voire aggravent la précarité des personnes en situation régulière. Ces textes prévoient d'accroître encore la chasse aux étrangers et la surveillance de la population en autorisant notamment la préfecture à consulter, à tout moment, les données de nombre d'organismes (établissements scolaires et du supérieur, Sécurité sociale, poste, banques...)

Les gouvernements de nos pays ont une large part de responsabilité dans cet exode massif de réfugiés : soutien politique plus ou moins masqué et ventes d'armes aux dictatures qui écrasent leurs peuples, sans parler des interventions militaires et du pillage économique. Quant à la Syrie, d'où affluent aujourd'hui massivement les réfugiés, les gouvernements des États-Unis et d'Europe ont choisi depuis 4 ans de laisser pourrir la situation. Bachar al-Assad peut donc, depuis 4 ans, avec son appareil militaire et policier torturer et massacrer quotidiennement la population.

C'est par millions que les Syriens fuient ces massacres, la destruction du pays, la misère et les spoliations... La sauvagerie de Daech en rajoute dans cette tragédie dont est victime le peuple syrien. Elle ne doit pas faire oublier que celle du régime continue, avec l'objectif d'anéantir la résistance d'un peuple qui s'est soulevé contre plus de 40 ans de dictature. Ce pourquoi le combat pour en finir avec Assad et avec son régime demeure parfaitement légitime.

Hollande a annoncé l'extension à la Syrie des bombardements français contre Daech, jusque-là cantonnés à l'Irak. Quel rapport avec la question des réfugiés ? Quelle utilité alors que les bombardements américains ont montré leur inefficacité pour stopper Daech ? Alors que l'armée d'Assad contrôle le ciel syrien, cela n'implique-t-il pas une collaboration entre l'armée française et l'armée d'Assad ? Au-delà des gesticulations médiatiques, s'agit-il de préparer un changement stratégique de la politique française ? Pour renoncer à l'exigence d'en finir avec Bachar al-Assad et le reconnaître comme un interlocuteur indispensable. Ce que réclament de longue date et de plus en plus fortement nombre de voix au plan international et en France... Dans le même temps, on laisse le gouvernement Erdoğan intensifier sa guerre contre les Kurdes, pourtant en première ligne face à Daech.



Il faut déplorer l'insuffisance de la solidarité du mouvement ouvrier international, lequel devrait être en première ligne pour apporter de l'aide au peuple syrien, et aux autres peuples de la région qui se voient privés de leurs droits. Celle-ci pèse lourdement dans l'isolement des combats de ces peuples contre les dictatures, les guerres et la misère... Cette solidarité est plus que jamais nécessaire et urgente, comme l'est aussi l'accueil en France de tous les réfugiés qui en font la demande : un accueil digne de ce nom, pérenne (régularisation), libre de toute surveillance. Ce qui implique de dénoncer et d'imposer que cessent les violences exercées en France (procédures de tri, de rétention administrative, de surveillance de la population, d'expulsion, etc.) et de combattre les lois qui le permettent. Il faut en finir avec Frontex, le dispositif de Dublin et toutes les lois sur les étrangers qui entravent la liberté de circuler.

En octobre, 3 jours de solidarité avec le peuple kurde

La Coordination Nationale Solidarité Kurdistan, dont Solidaires est membre, organise, **les 16, 17 et 18 octobre, trois jours de solidarité avec le peuple kurde.** Cela prendra la forme d'initiatives décentralisées dont la forme sera décidée localement par les organisations s'y impliquant.



Finlande : encore un gouvernement qui attaque le droit de grève !

Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, dans de nombreux pays européens les gouvernements s'en prennent au droit de grève, prolongeant les offensives menées antérieurement dans d'autres pays (Italie, Espagne, France...). Ca se passe aussi ainsi en Finlande. **Le 18 septembre, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses manifestaient à Helsinki, des centaines de milliers dans tout le pays ont participé à des grèves de durée variable (entre 15 minutes et ... 4 jours !).**

Russie : des organisations réagissent à la venue de Poutine

Des associations (Assemblée Européenne des Citoyens, CEDETIM/IPAM, Collectif Urgence Solidarité Syrie, Naskoun, Sourya, Ukraine action), des organisations syndicales (Solidaires, Emancipation), des organisations politiques (Alternative Libertaire, Ensemble !, L'insurgé) ont appelé à manifester contre le régime dictatorial russe à l'occasion de la venue à Paris de Poutine :

Le 2 octobre le président russe Vladimir Poutine vient à Paris pour participer à un sommet portant sur le conflit en Ukraine. Il devrait également discuter de la Syrie avec le couple franco-allemand. Cependant, le Kremlin emprisonne ses opposants politiques, fournit massivement des armes qui tuent des civils ukrainiens et syriens et envoie des militaires russes en Ukraine et en Syrie. De plus, la politique et les interventions du Kremlin contraignent, en Syrie et en Ukraine, des millions de personnes à fuir leur maison. Dans ces deux pays, Poutine mène la même politique : empêcher un peuple de décider librement de son avenir.

Nous n'acceptons aucune collaboration avec les dictateurs ! Ni Poutine ! Ni Bachar ! Ils sont la cause et non pas la solution des problèmes.
Rassemblement le 2 octobre.

Après 4 ans de soutien militaire de Poutine à Bachar, la situation en Syrie n'a fait qu'empirer (plus de 250 000 morts, et l'armée de Bachar, soutenue notamment par Poutine, est responsable de la mort de plus de 95 % des civils tués). Et toute intervention, qu'elle soit ou non avec l'appui de la France, ne permet pas d'en finir avec Daech. Si le gouvernement français défendait vraiment les libertés démocratiques il faudrait qu'il commence par exiger la fin de tous les massacres et des meurtres, la libération des prisonniers politiques (en Syrie - plus de 215 000 -, mais aussi en Russie - plus de 200), et la fin des agressions militaires.

Mexique : un an après le massacre d'Ayotzinapa ; nous n'oublions pas !



Le 26 septembre 2014, six personnes étaient assassinées par la police à Iguala, dans l'État du Guerrero, dans le contexte d'une incroyable répression déclenchée dans cette ville contre les étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa. Depuis lors, 43 des étudiants arrêtés ce soir-là par la police sont toujours portés disparus. Ces événements ont durement mis en lumière la violence qui a cours au Mexique : la violence d'un système, la violence de l'État, la violence du capitalisme.

- ❑ Un an après, le rapport d'un collectif d'experts indépendants a littéralement battu en brèche la version officielle de l'État mexicain, qui avait tenté de classer le dossier. Cette version apparaît donc comme une histoire créée de toutes pièces, visant à occulter les responsabilités du pouvoir, qui ont elles aussi été mises en évidence dans le rapport.
- ❑ **Un an après, tandis qu'au Mexique, les mensonges et l'implication des corps répressifs du gouvernement sont révélés au grand jour, le gouvernement français continue pour sa part à collaborer activement à la formation et à l'équipement en armes et en matériel de la police et des militaires mexicains.**

Un an après, en réponse à l'appel de nos camarades d'Ayotzinapa, était organisée à Paris une semaine de mobilisations et d'événements portant sur les violences d'État au Mexique, avec notamment une manifestation le samedi 26, pour exiger la réapparition des disparus, la suspension des accords de coopération entre la France et le Mexique, pour commémorer la mémoire de ceux qui manquent, et pour exprimer notre tristesse, notre colère, notre rage. www.cspcl.ouvaton.org